

Le débat sur la politique étrangère d'Obama : quelle nouvelle « grande stratégie » pour les États-Unis ?

Anna Dimitrova

Volume 43, Number 2, June 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1011552ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1011552ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Dimitrova, A. (2012). Le débat sur la politique étrangère d'Obama : quelle nouvelle « grande stratégie » pour les États-Unis ? *Études internationales*, 43(2), 231–256. <https://doi.org/10.7202/1011552ar>

Article abstract

Does President Obama's foreign policy rest upon a "grand strategy" or a "doctrine"? That question is examined here in the light of a critical discourse analysis applied to the current US foreign policy debates, especially the one nourished by university researchers and think tank-affiliated experts. We argue that there are at least three possible responses varying according to the definitions applied to the concepts of "grand strategy" and "doctrine": the hegemonic one, the internationalist one and the neo-isolationist one. Following the internationalist approach, we then seek to demonstrate the existence of a new grand strategy of "comprehensive engagement". This strategy seems to be based on three fundamental ideas that underpin Obama's foreign policy: the idea of US "multipartner" leadership, the concept of "smart power" and the "necessary force" doctrine related to the notion of "just war".

Note de recherche

Le débat sur la politique étrangère d'Obama : quelle nouvelle « grande stratégie » pour les États-Unis ?

Anna DIMITROVA*

RÉSUMÉ : La politique étrangère du président Obama est-elle fondée sur une « grande stratégie » ou sur une « doctrine » ? Cette question est étudiée ici par une analyse critique de discours appliquée aux débats actuels aux États-Unis, notamment celui entre universitaires et experts de think tanks américains. Nous avons identifié trois réponses possibles, variant selon la définition attribuée aux concepts de « grande stratégie » et de « doctrine » – celle des hégémonistes, des internationalistes et des néo-isolationnistes. Sur la base de l'approche des internationalistes, nous avons ensuite cherché à déterminer l'existence d'une nouvelle grande stratégie de « comprehensive engagement ». Cette stratégie semble être fondée sur trois idées principales qui seraient au cœur de la politique étrangère d'Obama : l'idée d'un leadership américain « multipartenaire », le concept du « smart power » et la doctrine de la « force nécessaire » liée à la notion de « guerre juste ».

Mots-clés : États-Unis, Obama, politique étrangère, grande stratégie, doctrine

ABSTRACT : Does President Obama's foreign policy rest upon a "grand strategy" or a "doctrine"? That question is examined here in the light of a critical discourse analysis applied to the current US foreign policy debates, especially the one nourished by university researchers and think tank-affiliated experts. We argue that there are at least three possible responses varying according to the definitions applied to the concepts of "grand strategy" and "doctrine" : the hegemonic one, the internationalist one and the neo-isolationist one. Following the internationalist approach, we then seek to demonstrate the existence of a new grand strategy of "comprehensive engagement". This strategy seems to be based on three fundamental ideas that underpin Obama's foreign policy : the idea of US "multipartner" leadership, the concept of "smart power" and the "necessary force" doctrine related to the notion of "just war".

Keywords : USA, Obama, foreign policy, grand strategy, doctrine

* Enseignante-chercheuse en relations internationales à l'École supérieure du commerce extérieur (ESCE) de Paris, membre du CIRCEE (Centre interdisciplinaire de recherche sur le commerce extérieur et l'économie) à l'ESCE et membre du Conseil fédéral du Centre international de formation européenne (CIFE), Institut européen (IE-EI) de Nice.

RESUMEN: ¿La política exterior del presidente Obama está basada en una “gran estrategia” o en una “doctrina”? El presente artículo busca responder a esta pregunta a través del análisis crítico de discurso aplicado a los debates actuales en los Estados Unidos, en particular el que tiene lugar entre académicos y expertos de think tanks estadounidenses. Tres respuestas posibles fueron identificadas las cuales varían según la definición de “gran estrategia” y de “doctrina” que se utilice: la de los hegemonistas, la de los internacionalistas o las de los neoaislacionistas. Siguiendo el enfoque internacionalista, el artículo busca comprobar la existencia de una nueva gran estrategia de “comprehensive engagement”. Dicha estrategia parece reposar sobre tres ideas principales que caracterizan la política exterior de Obama: la idea de un liderazgo estadounidense “multisocio”, el concepto de “poder inteligente” (smart power) y la doctrina de la “fuerza necesaria” asociada a la noción de “guerra justa”.

Palabras clave : Estados Unidos, Obama, política exterior, gran estrategia, doctrina

Des débats¹ très vifs ont cours aux États-Unis depuis quelques années, notamment dans le monde universitaire et les cercles d'experts de *think tanks* américains, sur la définition, l'appréhension et l'application de la nouvelle stratégie de l'administration Obama en matière de politique étrangère et de sécurité. L'idée générale qui se détache de ces débats est que l'on ne peut pas parler d'une nouvelle « grande stratégie », encore moins d'une « doctrine Obama ».

Cependant, force est de constater que, dans la plupart des analyses d'experts, qu'elles viennent d'un *think tank* conservateur comme la Heritage Foundation (Holmes *et al.* 2010 ; Holmes et Carafano 2010) ou le Hudson Institute (Feith et Cropsey 2011) ou d'un *think tank* d'orientation plutôt centriste, comme le Council on Foreign Relations (Biddle *et al.* 2010 ; Haass 2011) ou le Center for Strategic and International Studies (Nye et Armitage 2007), les concepts de « grande stratégie » et de « doctrine » sont appliqués à la politique étrangère d'Obama sans être clairement définis au préalable. On y trouve des qualificatifs attribués à l'actuelle stratégie sécuritaire américaine sans pour autant savoir sur quelles bases théoriques ou idéologiques ils reposent. Il est ainsi question de « stratégie de retranchement multilatéral » (Drezner 2011), de « stratégie du coup de poing » (*ibid.*) ou encore de « stratégie du *smart power* » (Nye et Armitage 2007) et de divers concepts à propos de ce qui pourrait être une doctrine Obama comme « doctrine d'autolimitation » (Feith et Cropsey 2011), « doctrine de leadership en retrait » (Krauthammer 2011) ou « doctrine de restauration » (Haass 2011).

En même temps, l'approche « réaliste » semble être l'approche dominante dans les analyses des universitaires appliquant la théorie de la « grande stratégie » à la politique étrangère d'Obama (Kreps 2009 ; Hallams 2011 ; Henderson

1. Il convient de préciser qu'il existe au moins deux éléments fondamentaux qui distinguent les débats sur la politique étrangère aux États-Unis de ceux qui ont cours dans d'autres pays. Le premier est lié à « la diversité des opinions et la profusion de ses modes et de ses lieux d'expression » (Hassner et Vaisse 2003 : 11). Le deuxième tient à la « fluidité » des idées qui y sont émises, attribuable à la présence de divers acteurs : hommes politiques, chercheurs, journalistes et analystes politiques. Nous nous intéressons ici aux débats entre universitaires et experts concernant l'application des concepts de « grande stratégie » et de « doctrine » à la politique étrangère du président Obama.

2010 ; Lindsay 2011 ; Miller 2010 ; Skidmore 2012). Issue de nombreuses études sur la stratégie, et en particulier sur l'élaboration d'une « grande stratégie » pour Washington (Luttwak 2002 ; Art 2003 ; Biddle 2005 ; Dueck 2005 ; Posen 2007 ; Art 2009 ; Mearsheimer 2010), cette approche repose sur deux postulats principaux. Le premier stipule que la politique étrangère américaine est déterminée par des facteurs matériels tels que la force militaire et la puissance économique des États-Unis, alors que le second met l'accent sur les facteurs externes, notamment la présence (ou l'absence) de menaces externes, considérés comme déterminants non seulement pour la formulation d'une « grande stratégie », mais aussi pour le changement de paradigme stratégique. Le problème de cette approche réside dans le fait qu'elle associe la « grande stratégie » uniquement à la puissance militaire sans tenir compte des autres formes de puissance – économique, politique, diplomatique et culturelle. De surcroît, l'application de l'approche réaliste à la stratégie de politique étrangère d'Obama aboutit en général à une analyse comparée avec la stratégie sécuritaire de son prédécesseur, George W. Bush. Les réalistes en concluent souvent qu'à la différence de la « doctrine Bush² », fondée sur l'idéologie de la « guerre contre le terrorisme » et axée sur le *hard power*, la stratégie du président Obama serait plutôt focalisée sur une « revalorisation du *soft power* » (Hallams 2011 : 8). Le risque qu'une telle approche implique est de prendre la doctrine Bush comme un point de comparaison et de définir ainsi la politique étrangère d'Obama uniquement en référence à cette doctrine sans savoir au final sur quelles idées elle se base réellement.

À la lumière de ces constats, cette étude se fixe trois objectifs. Nous tenterons d'abord de clarifier les concepts de « grande stratégie » et de « doctrine », car revisiter les différentes définitions et les différents modèles d'interprétation concernant ces deux concepts nous paraît indispensable à l'analyse critique de la question consistant à savoir si le gouvernement actuel a réussi à définir une nouvelle « grande stratégie » ou une « doctrine ». Dans un deuxième temps, nous analyserons les principales positions exprimées dans les débats actuels entre universitaires et experts sur la formulation de la politique étrangère américaine afin de voir quel est leur impact sur la stratégie de politique étrangère du président Obama. Enfin, en nous penchant sur l'approche « idéaliste », nous tenterons de définir les concepts clés et les idées constitutives de la stratégie sécuritaire d'Obama, ce qui nous permettra de voir dans quelle mesure ils forment une stratégie cohérente.

Notre objectif consiste, en effet, à déterminer l'existence d'une « grande stratégie » définie par l'administration Obama, qui reposerait sur un projet à la fois politique et idéologique destiné à restaurer l'image des États-Unis comme « grande puissance morale » et à réaffirmer le leadership américain en tant que « leadership exemplaire ». Ce projet est politique, car il vise à défendre les intérêts nationaux dans un contexte perçu désormais comme multilatéral et « multi-partenaire », en utilisant tous les moyens de la puissance américaine combinés

2. Pour une analyse détaillée sur la doctrine Bush, voir notamment Jervis (2003 et 2005), Monten (2005), Dueck (2006) et Layne (2006).

dans ce qui a été appelé « la puissance intelligente » (*smart power*) (Nossel 2004 ; Nye 2004 ; Nye et Armitage 2007 ; Nye 2011). En même temps, ce projet semble aussi prendre une forme idéologique dans la mesure où il s'inspire de l'une des grandes traditions de la politique étrangère des États-Unis, notamment l'exceptionnalisme américain (McDougall 1997 ; Mead 2001) dans sa forme traditionnelle d'un exceptionnalisme « exemplaire » à la différence du « nouvel exceptionnalisme » (Hoffman 2003) apparenté à la doctrine Bush. Ainsi, le projet politique d'Obama, véhiculé par le « changement » (Obama 2009a) et la « régénération de l'Amérique » (Obama 2007a), ne serait-il pas en train de déboucher sur une doctrine qui s'articulerait autour de l'idée de la « puissance exemplaire », tout en affirmant la légitimité de la « force nécessaire » et de la « guerre juste », pour défendre les intérêts fondamentaux américains ? Enfin, ne s'agirait-il pas d'une doctrine hybride inspirée à la fois d'un « multilatéralisme souple » et pragmatique (de Hoop Scheffer 2009a, 2009b) et d'un internationalisme réaliste et visionnaire ?

Pour faire la lumière sur cette question, nous nous appuyons ici sur la méthode qualitative qui nous permettra de mener, en premier lieu, une analyse critique des différentes définitions de « grande stratégie » et de « doctrine ». En second lieu, l'analyse critique sera complétée par une analyse de discours qui nous permettra d'examiner les débats entre universitaires et experts de *think tanks* américains à propos de la politique étrangère et de sécurité du président Obama. Dans la mesure où « le discours est une activité sociale autant qu'une activité intellectuelle » (Grondin 2005 : 471), nous nous intéresserons à des textes produits à la fois dans le milieu universitaire et dans les cercles d'experts, de même qu'à certains discours de politique étrangère élaborés par le président, y compris des documents officiels définissant la nouvelle stratégie de sécurité américaine. Enfin, nous tenterons de valider notre hypothèse par une étude empirique consacrée à l'intervention militaire américaine dans le conflit en Libye en mars 2011.

I – Quelle « grande stratégie » pour l'Amérique ?

La « stratégie » est traditionnellement définie comme « art du général ou science des hautes parties de la guerre ou de la conduite du conflit » (Coutau-Bégarie 2011 : 31). En l'occurrence, la plupart des analystes étudiant la théorie de la stratégie assimilent cette dernière à l'action militaire, ce qui impliquerait que la bataille, voire la guerre, constitue l'unique moyen grâce auquel il est possible d'atteindre la fin proposée à la stratégie. Celle-ci est ainsi vue comme inséparable de la politique, notamment de la « haute politique » ou de la « politique fondamentale », c'est-à-dire la conduite de la guerre. Dans la même optique, Liddell Hart (2007 : 516) définit la stratégie comme « l'art de distribuer et de mettre en œuvre les moyens militaires pour accomplir les fins de la politique ». Afin de mieux décrire l'interdépendance entre la stratégie militaire et la « politique fondamentale », Liddell Hart semble être le premier à avoir parlé de haute ou de grande stratégie dès les années 1920. Cette notion renvoie à l'idée de la politique qui guide la conduite de la guerre, autrement dit la « politique en cours d'exécution » : « Le rôle de la grande stratégie consiste en effet à coordonner

et diriger toutes les ressources de la nation ou d'une coalition afin d'atteindre l'objet politique de la guerre, but défini par la politique fondamentale » (Liddell Hart 2007 : 517). Une autre définition classique du concept de « grande stratégie » est élaborée par Edward Mead Earle dans les années 1940. Celui-ci affirme qu'« une réelle grande stratégie vise à intégrer les outils politiques et militaires d'une nation de telle façon que le recours à la guerre devient inutile ou, dans le cas où une guerre est engagée, la nation concernée a toutes les chances de la gagner » (Earle 1943 : viii). Enfin, une définition plus récente proposée par John Gaddis va dans le même sens lorsque l'auteur affirme que la formulation d'une « grande stratégie » est inhérente à la politique de conduite de la guerre et, par conséquent, elle « représente l'attribution calculée des moyens aux fins les plus larges » (Gaddis 2009 : 7).

À partir du moment où la « grande stratégie » est destinée à assurer la sécurité interne et surtout l'intégrité et la sécurité externe d'un État en mobilisant ses ressources militaires, elle représente une sorte de « feuille de route » délimitant les grands objectifs de la politique étrangère. En conséquence, comme l'écrit Struye de Swielande (2008 : 79), « [b]ien que cela lui soit difficile, il est donc fondamental pour un État d'établir une stratégie générale, une grille de lecture qui lui permette de définir ou de redéfinir ses priorités par rapport au monde. En l'absence d'un tel cadre conceptuel structurant, les réponses aux faits sont incohérentes et réactives et les ressources allouées à ces mêmes réponses le sont en général à court terme ».

Les définitions citées ci-dessus présentent le défaut d'associer la « grande stratégie » uniquement à la force armée en négligeant les autres formes de puissance. En appliquant la notion de « grande stratégie » à la politique étrangère américaine, Robert Art soutient que l'on peut distinguer deux types de définitions. La première, que nous avons déjà présentée, serait restrictive car les études qui s'appuient sur cette définition se focalisent prioritairement sur les moyens militaires que les États-Unis doivent mobiliser pour faire face à des menaces réelles et potentielles. La seconde serait plus large dans la mesure où elle cherche à définir non seulement des moyens militaires, mais aussi des moyens politiques et économiques, susceptibles d'être utilisés pour défendre la sécurité nationale américaine (Art 2009 : 189-190). En combinant ces deux définitions, Art propose sa propre conception qui vise à identifier un ensemble de menaces liées non seulement à la sécurité nationale, mais aussi aux intérêts économiques et aux valeurs américaines. Toutefois, par rapport aux moyens que l'Amérique doit déployer pour faire face à ces menaces, l'approche de R. Art reste limitée, car elle s'avère orientée uniquement vers l'utilisation de la force armée américaine. Son approche s'inscrit, en effet, dans l'approche réaliste des relations internationales. Appliquée à la « grande stratégie » (Luttwak 2002 ; Art 2003 ; Biddle 2005 ; Dueck 2005 ; Art 2009), cette approche repose sur l'idée selon laquelle la politique étrangère d'un État est formulée en fonction de ses facteurs de puissance (facteurs matériels), la puissance militaire étant le plus important de ces facteurs, ainsi qu'en fonction des changements dans le système international liés à l'équilibre des puissances et à l'apparition de nouvelles menaces (facteurs externes) auxquelles l'État doit se confronter (Miller 2010 : 27). Outre le fait que

cette approche ne peut séparer la stratégie militaire de la politique étrangère et qu'elle vise ainsi à bâtir la « grande stratégie » des États-Unis uniquement sur leur puissance militaire, elle est aussi normative dans son ambition de proposer des modèles qui seraient aptes à prescrire la « meilleure grande stratégie » pour l'Amérique. À cette fin, la plupart des analystes réalistes s'emploient à faire des typologies des différentes grandes stratégies mises en œuvre par les présidents américains dans le but de déterminer laquelle d'entre elles serait la plus adéquate à appliquer au moment où un *changement systémique* ou un *événement politique global* survient (Posen et Ross 1996-1997 ; Art 2003 ; Flournoy et Brimley 2008 ; Art 2009).

Afin d'interpréter la « grande stratégie » dans un cadre conceptuel plus large, une autre approche, inspirée cette fois du paradigme « idéaliste », postule que la « grande stratégie » d'un État devrait reposer sur l'ensemble des moyens de la puissance, et pas uniquement sur la force armée. La « grande stratégie » articulerait ainsi la sécurité extérieure autour de facteurs d'ordre interne que sont les ressources économiques, la culture ou l'idéologie des dirigeants de l'État (Struye de Swielande 2008 : 78-79). Dans ce contexte, pour être efficace, la grande stratégie américaine devrait également être fondée sur le respect des normes internationales et sur les valeurs américaines. Cette stratégie prend notamment la forme de ce qui a été appelé « institutionnalisme libéral » (Nye 2002 ; Ikenberry et Slaughter 2006 ; Ikenberry 2007 et 2010). À la différence de l'approche réaliste, l'approche idéaliste considère l'ensemble des moyens de la puissance comme indispensables à la sécurité nationale. Elle permet également de concevoir la « grande stratégie » non pas comme un modèle normatif, mais plutôt comme un processus susceptible d'évoluer en fonction des facteurs internes ayant un impact sur la politique étrangère d'un État. En reprenant l'analyse de Christopher Layne, la formulation d'une « grande stratégie » serait alors un processus qui se déploierait en trois étapes : 1) la définition des intérêts sécuritaires américains ; 2) l'identification des menaces à l'égard de ces intérêts ; 3) la manière d'allouer et de déployer au mieux les ressources militaires, diplomatiques et économiques afin de protéger les intérêts vitaux des États-Unis (Layne 1998 : 8). Ce modèle présente l'avantage de ne pas être uniquement orienté vers les moyens matériels, notamment la force militaire opérationnelle d'un État, mais d'intégrer aussi les ressources immatérielles comme la culture, la diplomatie et le recours aux institutions internationales. C'est la raison pour laquelle nous le retiendrons pour notre analyse et nous nous appuyerons sur celui-ci dans la dernière partie de cette étude.

II – Qu'est-ce qu'une doctrine « forte » ? La « doctrine Bush »

Le concept de « doctrine » est souvent associé à la notion d'idéologie définie comme « un ensemble d'idées plus ou moins cohérent, qui guide et inspire l'action politique » (Heywood 2007 : 45). Une doctrine serait ainsi basée sur une représentation de nature idéologique de la puissance d'un État visant un changement du monde dans lequel vit celui-ci. Si la « grande stratégie » est censée constituer la « feuille de route » de la politique étrangère américaine, une doctrine devrait alors générer une nouvelle conception du monde, c'est-à-dire

une « grille d'interprétation » au regard des intérêts et du rôle des États-Unis sur la scène internationale (Ikenberry 2010 ; Drezner 2011).

Lorsque l'on parle de « doctrine » dans le contexte de la politique étrangère américaine de l'après-guerre froide, on remarque que les doctrines américaines de cette période sont généralement considérées comme moins ambitieuses que la « grande stratégie » américaine de la guerre froide – le « *containment* » –, associée à la « doctrine Truman ». Celle-ci aurait été « directe, claire et simple » dans la mesure où elle se fixait trois objectifs bien précis: contenir l'Union soviétique et ses alliés, combattre le communisme et être le leader du monde libre (Hunter 2008 : 2). L'élimination de la menace soviétique a fait naître le sentiment que le leadership américain était acquis et que le « moment unipolaire » (Krauthammer 1991) pouvait même devenir une « ère unipolaire » (Krauthammer 2002). Étant devenue la seule « hyper-puissance » (Védrine 2003), l'Amérique semblait ne plus avoir besoin de se montrer très engagée dans les affaires internationales. Mais les attentats terroristes du 11 septembre 2001 ont brusquement mis un terme à l'illusion de la « fin de l'histoire » (Fukuyama 1989) et à la « période du désengagement relatif » (Hunter 2008 : 2) des États-Unis, tout en provoquant le retour des concepts de « grande stratégie » et de « doctrine ». Ce retour est annoncé par la doctrine Bush, fondée sur la « guerre contre le terrorisme », comme en témoigne le discours du président Bush du 20 septembre 2001 :

Ce soir, nous sommes un pays conscient du danger et appelé à défendre la liberté. Que nous amenions nos ennemis devant la justice ou que nous l'appliquions directement, justice sera faite [...]. Notre guerre contre la terreur commence avec Al-Qaïda, mais ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste susceptible de frapper partout dans le monde aura été repéré, arrêté et vaincu (Bush 2001).

La stratégie de Bush prend sa forme définitive dans le discours présidentiel prononcé le 1^{er} juin 2002 à l'Académie de West Point et surtout dans le rapport sur la stratégie de sécurité nationale³ (SSN) rendu public le 17 septembre 2002 et interprété par certains analystes comme « la re-formulation la plus conséquente de la “stratégie globale” des États-Unis depuis un demi-siècle » (Gaddis 2002 : 56). Le discours à West Point de Bush constitue déjà une première ébauche de sa vision manichéenne et hégémoniste du monde selon laquelle la guerre contre le terrorisme, conçue comme un « combat entre le Bien et le Mal », « ne sera pas sur la défensive », car elle va au-delà de la défense du territoire national jusqu'à ce que les États-Unis répandent la liberté dans le monde entier (Bush 2002). La SSN apporte la touche finale à la nouvelle stratégie de sécurité américaine en y intégrant les concepts d'« action préemptive » et de « menace imminente » afin de justifier ainsi une approche unilatéraliste. Ces deux concepts se substituent,

3. À la suite du Goldwater-Nichols Act dans le cadre d'une réforme de réorganisation du Département de la défense adoptée en 1986, le rapport sur la stratégie de sécurité nationale (*National Security Strategy – NSS*) devient un document officiel que le président est tenu d'élaborer et de présenter devant le Congrès. Il définit en réalité la stratégie de sécurité nationale des États-Unis et représente en ce sens une « feuille de route » incontournable pour la détermination de la stratégie de politique étrangère et de sécurité américaine.

en effet, à la doctrine traditionnelle de la dissuasion, jugée désormais inefficace contre les nouveaux ennemis des États-Unis, les « États voyous » ou les terroristes (NSS 2002 : 15).

Ainsi définie, la stratégie de sécurité nationale de George Bush est souvent qualifiée de « stratégie globale » ou de « grande stratégie », car elle investit les États-Unis d'une mission qui consiste à libérer les peuples soumis à l'oppression de leurs gouvernements et à promouvoir la démocratie dans le monde, y compris par des moyens coercitifs. En l'occurrence, les événements du 11 septembre 2001 ont donné naissance non seulement à une « grande stratégie » fondée sur la guerre contre le terrorisme, mais aussi à une véritable idéologie – « l'idéologie du 11 septembre » (Laïdi 2010 : 109). Cette dernière constitue un « changement d'orientation stratégique d'ordre qualitatif, caractérisé par une certaine radicalisation idéologique du leadership américain » (Grondin 2005 : 473) et véhiculé tout particulièrement par les idées des néoconservateurs⁴ devenus très influents dans l'administration Bush. Il s'agit d'une « interprétation du monde érigée en vérité » (Laïdi 2010 : 110) selon laquelle les États-Unis seraient le libérateur des peuples opprimés et le promoteur de la démocratie. La « grande stratégie » de Bush constitue, en fait, un projet politique et idéologique visant à imposer l'hégémonie américaine dans le monde et à affirmer la représentation des États-Unis en tant « qu'empire démocratique » (Mearsheimer 2010).

Qu'elle soit définie comme une grande stratégie « vindicative » (Monten 2005), « transformatrice » (Gaddis 2002), « hégémoniste » (Layne 2006) ou encore « impérialiste » (Owens 2009), la « stratégie globale » de G. W. Bush ou la « doctrine Bush » semble avoir généré un consensus, d'abord au sein du Congrès américain, notamment durant le premier mandat de Bush (Gagnon 2005), puis au sein des débats entre experts et universitaires, par rapport à sa définition la plus large. Celle-ci, comme le soutient Jervis, repose sur quatre postulats. Le premier s'articule autour d'une vision du monde à la fois néoréaliste et idéaliste selon laquelle les États-Unis doivent adopter une stratégie visant à établir la démocratie, y compris par le biais d'une politique de « changement de régime ». Le deuxième stipule que les nouvelles menaces, liées en particulier au terrorisme et aux « États voyous », ne peuvent être combattues que par le recours à la force, justifiant ainsi une « action préemptive », voire une « guerre préventive ». Le troisième est basé sur l'idée selon laquelle les États-Unis se réservent le droit d'agir d'une façon unilatérale dans les cas où cela leur semblerait nécessaire. Enfin, le quatrième renvoie à la prééminence de la puissance américaine qui serait acceptée, même souhaitée, par les autres États car considérée comme indispensable à la défense de la sécurité internationale et au maintien de la paix (Jervis 2003 : 365 ; Jervis 2005 : 351).

Si l'on met à part les dérives de la politique sécuritaire de Bush, il s'agit, en réalité, d'une doctrine « forte », car « elle combine le triple avantage d'être aussi simple et universelle que l'endiguement du communisme, par opposition

4. Pour une analyse détaillée des idées des néoconservateurs, voir notamment Dorrien (2004) et Grondin (2005).

aux incertitudes et aux complexités de l'après-guerre froide, de susciter l'adhésion quasi unanime du peuple américain et, tout en s'imposant avec une évidence quasi irrésistible, de correspondre aux instincts de George W. Bush et aux idées de certains de ses conseillers les plus influents » (Hassner 2002 : 38).

III – Une typologie des positions dans le débat actuel sur la politique étrangère d'Obama

Un nouveau tournant dans la politique étrangère américaine semble se produire avec l'administration Obama, tournant marqué par les efforts du président pour bâtir une doctrine moins « doctrinaire » que celle de Bush, comme le dit Obama lui-même lors d'une émission à la National Public Radio (NPR) : « Une chose est sûre à propos de la doctrine Obama, c'est qu'elle ne sera pas aussi doctrinaire que la doctrine Bush car le monde aujourd'hui est plus complexe. Une partie du problème, c'est que l'idéologie a supplanté les faits et la réalité » (NPR 2007). Afin de voir dans quelle mesure cette déclaration correspond à la politique réelle d'Obama, nous analyserons, tout d'abord, les débats actuels qu'elle suscite aux États-Unis entre universitaires et experts de *think tanks* américains. En effet, l'identification d'une « grande stratégie » ou d'une « doctrine » en matière de politique étrangère semble varier selon la conception que les acteurs du débat se font de ces deux concepts, de même que selon leur approche. Sur cette base, nous avons retenu trois conceptions principales : celle des hégémonistes, des internationalistes et des isolationnistes⁵.

A — La conception des hégémonistes : « *America First* ! »

Les « hégémonistes » ont une approche réaliste dans leurs analyses de la politique étrangère d'Obama. Parmi eux, deux analystes politiques se montrent particulièrement critiques dans le débat actuel. Il s'agit de Robert Kagan, devenu célèbre pour sa vision néo-reaganienne du rôle des États-Unis dans l'ordre mondial élaborée dans les années 1990 (Kagan et Kristol 1996), et de Charles Krauthammer, éditorialiste au *Washington Post*, qui a été le premier, en 1991, à introduire la notion de « moment unipolaire » pour décrire la suprématie des États-Unis dans le monde de l'après-guerre froide (Krauthammer 1991). En considérant que la stratégie globale américaine doit reposer sur trois piliers (la prédominance de la puissance américaine, la promotion de la démocratie dans le monde et la globalisation des marchés), Kagan soutient que la politique étrangère du président Obama n'est pas fondée sur une grande stratégie car la

5. Cette typologie est inspirée des trois « écoles de pensée opposées » de Charles W. Maynes. Appliquée à la politique étrangère américaine, l'analyse de Maynes met en évidence trois visions différentes : les *controllers* (vision hégémoniste de la puissance américaine basée sur une approche unilatéraliste), les *shapers* (vision institutionnaliste fondée sur une approche multilatéraliste visant à promouvoir le leadership américain tout en instrumentalisant les institutions internationales au service des intérêts américains) et les *containers* (vision isolationniste sur le plan politique et néolibérale sur le plan économique prônant un désengagement par rapport aux conflits dans le monde). Voir Maynes 2001.

puissance américaine n'est plus perçue en termes de prédominance, mais en termes de déclin imminent. Pour Kagan, la stratégie d'Obama serait plutôt orientée vers la réhabilitation du leadership américain, et non pas vers l'affirmation de la domination américaine, ce qui constituerait une stratégie « faible », voire « décliniste » (Kagan 2010). Le vrai défi pour les États-Unis, selon Kagan, consiste non pas à aménager le déclin de leur puissance, mais à le conjurer. Cette critique va de pair avec une autre critique concernant la nouvelle vision du leadership américain véhiculée par les discours présidentiels et inspirée de l'idée libérale d'un ordre global basé sur les institutions internationales et les intérêts communs. En définissant cette vision comme « clintonienne » dans la mesure où elle vise l'instauration d'une « ère d'engagement global » (NSS 1996), Kagan (2010) affirme que la mise en œuvre d'une stratégie « gagnant-gagnant » (*win-win strategy*) ne peut pas constituer une doctrine de politique étrangère viable, car elle exige des États-Unis de jouer le rôle de « négociateur » et de « médiateur » entre les nations et d'ajuster leurs intérêts nationaux aux intérêts communs. Ainsi, les stratégies adoptées par le président Obama, notamment la « relance » des relations diplomatiques avec la Russie, la politique de « rapprochement » avec la Chine, la mise en place d'un dialogue stratégique avec les « régimes hostiles » (Iran, Corée du Nord) ou encore la stratégie d'intervention « limitée » et « humanitaire » en Libye en 2011, sont qualifiées par Kagan de stratégies « idéalistes » qui minimisent l'importance des intérêts nationaux américains et, de ce fait, remettent en question la souveraineté et la puissance des États-Unis. Pour Kagan, le leadership américain serait non seulement nécessaire pour garantir l'équilibre des forces dans le système international, mais aussi indispensable, même « vertueux », pour la stabilité, la démocratie et le libre-échange (Kagan et Kristol 1996 ; Kagan 1998 ; Kagan 2009). Ainsi, Kagan justifie une approche unilatérale vis-à-vis des autres États, qui se traduit par l'idée selon laquelle les États-Unis peuvent utiliser leur puissance de façon illimitée et sans entraves afin de maintenir leur hégémonie. L'idée maîtresse de la doctrine hégémoniste pourrait être illustrée par le slogan du *Project for the New American Century*, l'un des principaux *think tanks* de la droite conservatrice traditionnelle (comptant parmi ses directeurs Kagan lui-même et W. Kristol), qui renvoie à l'idée selon laquelle le patriotisme américain n'est pas nationaliste, car il véhicule des idées universelles : « Le leadership américain est à la fois bon pour l'Amérique et pour le monde. »

À l'instar de Kagan et de Kristol, Krauthammer estime qu'un monde unipolaire, dirigé par l'hégémon américain d'une façon « bienveillante », serait plus stable qu'un monde multipolaire basé sur des règles définies par les institutions internationales que les grandes puissances vont essayer de renégocier en permanence. Les attentats du 11 septembre 2001 n'ont fait que renforcer et durcir la vision hégémoniste de Krauthammer. Dans la révision de sa conception du « moment unipolaire », celui-ci parle désormais d'une « ère unipolaire » mise au service des intérêts américains et fondée sur un « nouvel unilatéralisme » (Krauthammer 2002 : 14). À la différence de l'unilatéralisme pratiqué par l'administration Bush, le « nouvel unilatéralisme » serait destiné à rétablir la confiance dans la puissance américaine jugée garante de la stabilité de l'ordre

mondial et donc profitable aux intérêts communs de la communauté internationale (Krauthammer 2002 : 15).

De manière concrète, les hégémonistes, d'un côté, prônent une stratégie de politique étrangère cohérente et forte mettant en avant les intérêts des États-Unis et renforçant la prédominance américaine dans le système international, qui pourrait se résumer par l'idée « *America First !* ». De l'autre, ils perçoivent l'utilisation appropriée de la puissance militaire américaine, même de façon unilatérale, comme la condition essentielle au maintien de la *Pax Americana*⁶. Dans cette perspective, l'actuelle politique étrangère américaine est définie comme faible et incohérente. Dépourvu d'une grande stratégie et d'une réelle doctrine, le président Obama serait contraint d'agir de façon *ad hoc* au fil des événements.

B — La conception des internationalistes : « *Get smart !* »

Les « internationalistes » mettent l'accent sur la « relativité » de la puissance américaine provoquée d'abord par l'ascension des pays émergents, en particulier la Chine, à partir des années 1990, puis par les attentats terroristes du 11 septembre 2001. Pour préserver le rôle dominant des États-Unis dans le monde, ils préconisent une action multilatérale en réponse aux problèmes globaux. Cela ne signifie pas pour autant qu'ils renoncent au leadership américain. Ce dernier reste une priorité, mais, à la différence des hégémonistes, les internationalistes considèrent que la prédominance des États-Unis nécessite de recourir aux institutions internationales, ce qui renforcerait, d'après eux, la légitimité de la puissance américaine. On peut, en effet, discerner deux positions différentes se réclamant de cette posture politique et idéologique. La première est celle des internationalistes libéraux représentés dans les débats sur la politique étrangère d'Obama par John Ikenberry et Joseph Nye. Ces internationalistes préfèrent le concept de « grande stratégie » à celui de « doctrine » pour décrire la « stratégie globale » comme un projet politique et libéral permettant aux États-Unis de préserver l'ordre international et, en même temps, d'affirmer leur prépondérance sur la scène internationale. La seconde est celle des internationalistes conservateurs, comme Richard Haass, qui mettent l'accent sur la nécessité pour les États-Unis de consolider leur puissance d'abord sur le plan intérieur et ensuite sur le plan extérieur.

À la différence de la stratégie de la prédominance fondée sur la vision réaliste des hégémonistes, les internationalistes s'appuient sur la conception de l'internationalisme libéral (Keohane et Nye 1997). En mettant l'accent sur les nouveaux enjeux internationaux comme les crises financières ou les problèmes écologiques, les internationalistes libéraux soulignent le rôle accru des organisations internationales et insistent sur l'idée d'interdépendance entre les États

6. Certains hégémonistes se réclamant en particulier de la pensée néoconservatrice, comme Paul Wolfowitz, perçoivent la puissance américaine en termes d'« empire » et défendent l'idée d'un « impérialisme américain ». Pour une analyse sur le « nouvel impérialisme » de l'administration Bush, voir David (2005), Grondin (2005) et Mann (2005).

générée par la globalisation économique. Ils estiment ainsi que la mise en œuvre d'une « grande stratégie » est indispensable à la politique étrangère de l'administration Obama à la fois pour garantir la stabilité sur la scène internationale à l'aide des institutions internationales et pour maintenir le leadership américain dans le monde.

L'un des théoriciens qui défend cette position est J. Ikenberry. En définissant le concept de « grande stratégie » comme un ensemble de principes et de programmes politiques destinés à répondre aux menaces globales et à assurer la sécurité des États-Unis (Ikenberry 2007), il identifie deux types de grandes stratégies – l'une est définie comme « positionnelle » (*positional*) et l'autre comme « contextuelle » (*milieu-oriented*). À la différence de la stratégie positionnelle inspirée par une vision réaliste et basée ainsi prioritairement sur la force militaire et la politique de puissance, la stratégie dite contextuelle s'inscrit, d'après Ikenberry, dans une vision libérale et s'articule, de ce fait, autour des principes de promotion de la démocratie et du libre-échange. En l'occurrence, Ikenberry préconise l'élaboration d'une nouvelle « grande stratégie *post-post 9/11* » de type contextuel, qui serait mieux adaptée aux multiples menaces auxquelles les États-Unis doivent faire face aujourd'hui. Cette nouvelle stratégie devrait se focaliser, selon lui, sur la création d'un « ordre international libéral » basé sur les organisations internationales. Elle devrait ainsi aboutir à la fois à la reconstruction du système de sécurité globale, par la réforme des institutions internationales permettant aux pays émergents d'y participer de façon plus active, et à la réaffirmation de la place prépondérante des États-Unis au sein de ce système. En appliquant sa conception à la politique étrangère du président Obama, Ikenberry (2010) conclut que certains éléments d'une grande stratégie auraient été déjà mis en place, tels que l'idée d'un monde interdépendant exigeant de ce fait une action multipolaire et multipartenaire, ainsi que l'idée de restriction de la puissance militaire visant à restaurer l'image de l'Amérique et à ranimer dans le monde l'aspiration aux valeurs américaines.

Joseph Nye, de son côté, s'interroge essentiellement sur l'évolution du leadership américain au regard des instruments de puissance. En rejetant la posture hégémoniste, d'une part, et la posture isolationniste, d'autre part, Nye considère que, pour affirmer sa légitimité au niveau national et international, la politique étrangère américaine devrait s'inspirer d'une stratégie fondée sur la combinaison du *hard power* et du *soft power* qu'il définit comme un « *smart power*⁷ » (Nye 2004).

Si, pour les internationalistes libéraux, l'affirmation du leadership américain passe par un engagement renforcé dans les affaires internationales, les internationalistes conservateurs considèrent que la réaffirmation de la puissance américaine devrait être plutôt basée sur un désengagement international. À l'ère de la « non-polarité » (Haass 2008) dans laquelle le pouvoir est devenu tellement diffus, la politique étrangère américaine devrait être fondée, selon R. Haass, sur une « doctrine de restauration ». Cette doctrine est définie comme une stratégie

7. Sur la définition du concept de *smart power*, voir aussi Nossel (2004).

qui vise à limiter les interventions américaines à l'étranger – sans pour autant tomber dans une approche isolationniste – et à mettre en place une politique étrangère responsable basée sur le « partage du fardeau ». Une telle doctrine serait également bénéfique pour renforcer la puissance américaine sur le plan économique, technologique et militaire, ainsi que pour réaffirmer la place des États-Unis comme étant celle d'un leader qui « guide par son exemple » (Haass 2011).

C — La conception des isolationnistes : « *Keep the Troops at Home !* »

Enfin, la troisième position dans les débats actuels est celle des isolationnistes. En partant de l'idée selon laquelle l'objectif principal de la politique étrangère américaine est « la défense de la sécurité nationale, de la liberté et des valeurs propres au peuple américain » (Bandow 1994 : 10), les isolationnistes estiment que les États-Unis ne doivent pas chercher à assumer seuls la responsabilité et le coût financier de la stabilité de l'ordre mondial. De ce point de vue, une intervention militaire américaine à l'étranger pourrait être justifiée uniquement en cas d'autodéfense, la promotion de la démocratie et la défense des droits de l'homme n'étant pas aux yeux des isolationnistes des justifications valables. Ainsi, les isolationnistes se réclament d'une approche « minimaliste » des relations internationales qui se traduit par le retrait stratégique (*disengagement*) des États-Unis de la scène internationale afin de renforcer leur économie nationale et, par voie de conséquence, leur influence à l'intérieur des organisations économiques internationales. Au sein de ce groupe d'analystes politiques, on peut établir une distinction entre les néo-isolationnistes libéraux, appelés aussi mondialistes, comme Thomas Friedman, et les néo-isolationnistes conservateurs, également connus comme non-interventionnistes, comme Patrick Buchanan ou Doug Bandow.

Appliquée à la politique étrangère américaine, la perception des néo-isolationnistes libéraux (Friedman 2008) consiste à remettre en question le rôle de l'État, et cela, à un double titre – d'une part, par rapport à la sphère économique qui supplante le politique et, d'autre part, par rapport aux autres acteurs sur la scène internationale, qui deviennent de plus en plus puissants, tels que les bourses mondiales, les entreprises multinationales ou encore les organisations non gouvernementales. Même s'il voit les États jouer un rôle minimal dans les relations internationales, Friedman soutient que la prépondérance des États-Unis au cœur du système économique global est indispensable à l'équilibre du système. Selon lui, la prédominance américaine devrait reposer à la fois sur sa puissance économique et sur sa puissance militaire, cette dernière étant nécessaire pour permettre aux États-Unis de faire face aux menaces globales comme le terrorisme et le crime organisé, mais aussi aux États à régimes autoritaires, notamment au Moyen-Orient. En revanche, Friedman considère qu'une nouvelle intervention à l'étranger serait très lourde de conséquences pour les États-Unis, qui ne pourraient en aucun cas l'assumer en matière de ressources financières, de force armée ou d'énergie.

Ainsi décrite, la perception mondialiste met en avant l'économie au détriment de la stratégie politique, et insiste sur le fait que la politique étrangère d'Obama doit être prioritairement focalisée sur une forte activité économique intérieure (Friedman 2011).

Les néo-isolationnistes conservateurs, quant à eux, s'inspirent d'une vision réaliste des relations internationales. Toutefois, leur intérêt porte d'abord sur la protection et le renforcement de la sécurité à l'intérieur du territoire américain. Toute intervention militaire américaine à l'étranger entraînerait, selon Bandow (2011), de lourdes conséquences sécuritaires, financières et matérielles pour le gouvernement et pour le peuple américain. Pour cette raison, les néo-isolationnistes conservateurs prônent une stratégie de politique étrangère qui permettrait à Washington de rapatrier ses troupes de tous les conflits dans le monde. Il convient de préciser que leur politique n'est pas isolationniste dans le sens strict du mot car, comme le souligne Schlesinger, dans l'histoire des États-Unis l'isolationnisme n'a jamais signifié un isolement total du reste du monde. Il s'agit, en effet, d'un rejet des « alliances contraignantes » (*entangling alliances*), d'une volonté de non-engagement sur le plan politique et d'un refus de faire des promesses en matière de sécurité qui puissent entraver la liberté d'action de l'Amérique (Schlesinger 1999 : 58).

Parmi les néo-isolationnistes conservateurs les plus présents et les plus critiques dans le débat actuel, on peut mentionner Patrick Buchanan, représentant de la droite catholique, qui s'est présenté deux fois comme candidat aux primaires du Parti républicain, en 1992 et en 1996, et s'est opposé à la guerre en Irak en 2003, et Doug Bandow, chercheur au sein du *think tank* conservateur Cato Institute. Tous les deux se réclament d'un néo-isolationnisme nationaliste. Ils prônent un retrait total des forces américaines du monde sans pour autant renoncer à l'armement jugé nécessaire pour que les États-Unis puissent préserver leur prépondérance. Même s'ils n'excluent pas toute intervention militaire, les néo-isolationnistes considèrent que la plupart des guerres menées par les présidents américains, qu'ils soient démocrates ou républicains, sont des « guerres stupides » (*dumb wars*), puisqu'elles discréditent, selon eux, la légitimité de la puissance américaine et remettent en cause les valeurs américaines. En effet, les vues des néo-isolationnistes rejoignent, dans une certaine mesure, celles des hégémonistes unilatéralistes dans leur désir d'une Amérique hégémonique, à condition que cette hégémonie ne soit pas très coûteuse. Les néo-isolationnistes se réclament d'une position non interventionniste et souverainiste, qui passe également par le souhait de voir le budget du Département de la défense diminuer.

Après avoir défini les trois conceptions dominantes dans les débats actuels, il convient de voir quel est leur impact réel sur la formulation de la politique étrangère du président Obama. Dans la dernière partie de notre étude, nous emploierons donc à étudier la stratégie de sécurité nationale du président en appliquant la conception de « grande stratégie » proposée par C. Layne, le but étant de déterminer si l'approche d'Obama s'inscrit dans une « grande stratégie ». En fait, la conception de Layne présente l'avantage de considérer la grande stratégie comme un processus et non pas comme un modèle normatif. Ainsi, elle nécessite

que nous nous posions les questions suivantes : 1) Le président Obama a-t-il clairement défini les intérêts sécuritaires américains ? 2) A-t-il concrètement identifié les menaces pesant sur ces intérêts ? 3) A-t-il donné des indications concernant les ressources qu'il envisage utiliser pour défendre la sécurité nationale et les intérêts américains ? Pour y répondre, nous allons nous pencher sur le rapport sur la stratégie de sécurité nationale (SSN) publié par l'administration Obama en mai 2010, ainsi que sur d'autres discours et documents officiels, notamment le « Rapport quadriennal⁸ » du Département de la défense (*Quadrennial Defense Review*) présenté par le Pentagone devant le Congrès en février 2010.

IV – La « grande stratégie » d'Obama : le *comprehensive engagement*

La nouvelle stratégie énonce quatre catégories d'intérêts nationaux fondamentaux. Il s'agit, tout d'abord, de la sécurité interne des États-Unis et de la sécurité de leurs alliés et partenaires. La deuxième catégorie d'intérêts est liée à la prospérité basée sur une économie américaine « forte, innovatrice et en expansion » dans un système économique international de nature libérale stimulant l'entrepreneuriat et la croissance. La troisième catégorie renvoie au respect des valeurs universelles tant sur le plan national qu'international. Enfin, la quatrième catégorie d'intérêts met en évidence l'idée d'un ordre international dans lequel les États-Unis seront le leader dans la promotion de la paix, de la sécurité et de la coopération internationale (NSS 2010 : 7, 17). Nous retrouvons les mêmes catégories d'intérêts définies dans le QDR : « Les intérêts prioritaires sont liés à la sécurité, à la prospérité et au respect des valeurs universelles dans le cadre d'un ordre international véhiculé par la promotion d'une action coopérative » (QDR 2010 : 9).

Le rapport sur la stratégie de sécurité nationale décrit une vaste palette de risques liés notamment à « l'extrémisme violent » (nouveau concept pour parler de la « guerre contre la terreur » de Bush), aux armes de destruction massive, à la cyber-guerre, à la dépendance vis-à-vis des matières premières, au changement climatique, aux pandémies, aux réseaux de groupes criminels et, enfin, aux États faillis (NSS 2010 : 8). La plupart de ces risques sont également mentionnés dans le Rapport quadriennal en mettant l'accent tout particulièrement sur les menaces venant d'« États hostiles » (tels que l'Iran et la Corée du Nord), la prolifération des armes de destruction massive et la cyber-guerre.

Le rapport sur la SSN se concentre aussi sur la définition de l'approche stratégique qui est qualifiée d'« engagement tous azimuts » (*comprehensive engagement*). Rejetant visiblement la stratégie isolationniste et élargissant la notion de « sécurité » afin d'aller au-delà de la « sécurité du territoire national »

8. Instaurée en 1997, la révision quadriennale, ou le QDR, fait l'objet d'un document d'orientation stratégique et de planification élaboré par le Pentagone à la demande du Congrès. Dans ce rapport, le Département de la défense détaille sa vision des enjeux sécuritaires et des menaces auxquelles les États-Unis doivent faire face et établit des recommandations sur la composition des forces armées américaines pour répondre à ces menaces. Le QDR 2010 est le quatrième examen de ce genre, après ceux de 1997, 2001 et 2006.

et de la « défense nationale », la nouvelle stratégie vise à assurer la défense américaine sur la base d'alliances avec les autres États, ainsi qu'à travers une coopération approfondie avec tout État dont la politique étrangère est conforme aux principes du droit international et repose sur le respect mutuel et le partage des intérêts (NSS 2010 : 11). Ainsi définie, la stratégie « d'engagement tous azimuts » s'inscrit dans un cadre multilatéral dans lequel les États-Unis se donnent pour objectif de poursuivre leur « leadership moral » (NSS 2010 : 10) à travers l'exemple qu'ils incarnent et inspirent aux autres États. Les moyens pour mettre en œuvre cette stratégie reposent sur la puissance militaire, mais aussi sur toute autre forme de puissance susceptible de s'opposer aux menaces actuelles devenues asymétriques (NSS 2010 : 5). Toutefois, il importe de noter la présence du concept de la « force militaire nécessaire » selon lequel, même si la force ne peut pas être la solution à tous les conflits dans le monde, dans certains cas elle peut s'avérer « nécessaire » pour la sécurité américaine, voire la sécurité globale. En l'occurrence, en même temps qu'elle prône une approche multilatérale, la stratégie d'« engagement tous azimuts » cherche aussi à justifier la légitimité d'une action unilatérale de la part de Washington en affirmant que « les États-Unis doivent réserver le droit d'agir de façon unilatérale quand c'est nécessaire, afin de défendre leur nation et leurs intérêts » (NSS 2010 : 22).

L'idée d'équilibrer les différentes formes de la puissance américaine se manifeste aussi dans le Rapport quadriennal. Dans un contexte beaucoup plus orienté vers les objectifs stratégiques militaires américains, le QDR préconise, pour sa part, la stratégie de « *rebalancing the force* » (rééquilibrage de la force) pour permettre aux États-Unis de maintenir leur supériorité dans les guerres actuelles, de prévenir et de dissuader les adversaires cherchant à provoquer de nouveaux conflits, de réussir dans les opérations de contre-insurrection et de préserver et consolider leur puissance militaire (QDR 2010 : 17).

En définitive, dans ces deux documents constitutifs de la stratégie de politique étrangère et de sécurité des États-Unis, le président Obama a visiblement réussi à définir certains concepts et stratégies qui pourraient être considérés comme les fondements d'une nouvelle « grande stratégie ». Afin de pousser cet argument plus loin, il convient de nous interroger sur la question de savoir si la stratégie de « *comprehensive engagement* » s'inscrit dans un cadre conceptuel et idéologique propre à l'administration Obama.

En effet, trois grandes idées semblent se rejoindre dans la stratégie de « *comprehensive engagement* » et s'avèrent révélatrices de la politique étrangère d'Obama.

La première porte sur une nouvelle vision du leadership américain qui vise à projeter dans un monde interdépendant et globalisé le rôle de leader des États-Unis, vus désormais comme un « partenaire *primus inter pares* » et non pas comme un hégémon pour défendre la « sécurité commune ». Dans un discours prononcé au Woodrow Wilson Center en 2007, Barack Obama, alors candidat, a dénoncé la politique partisane et militaire du président Bush comme une « politique de la peur » et déclaré qu'il souhaitait restaurer le leadership américain

en le fondant non pas sur la guerre et l'« idéologie rigide » de la puissance militaire, mais sur la diplomatie et la reconnaissance de chaque peuple et de chaque nation dans le monde (Obama 2007b). Le projet politique d'Obama prend la forme d'une politique de la sécurité commune basée sur le « changement » et la « réaffirmation de l'Amérique », notamment dans deux de ses publications parues avant même le début de la campagne présidentielle – un article publié dans *Foreign Affairs* (Obama 2007a) et l'un de ses ouvrages, *Le changement. Nous pouvons y croire* (Obama 2009a). L'idée de « changement » représente, en effet, l'une des « grandes idées » du programme politique du candidat Obama, comme en témoigne cette déclaration qu'il a faite dans son livre :

Il est temps de rompre avec le mode de pensée conventionnel qui prévaut à Washington. Cette approche n'est plus en phase avec les dangers non conventionnels qui nous menacent. Il est temps de comprendre que notre sécurité est mise à l'épreuve par des défis d'un type nouveau, par un ennemi d'un type nouveau. C'est en adaptant une nouvelle approche face à ces menaces que nous serons capables de nous protéger et de garantir la sécurité de notre pays » (Obama 2009a : 132). Ainsi définie, l'approche politique d'Obama semble s'articuler autour d'une nouvelle vision du leadership américain, qui consiste à assurer, au-delà des intérêts américains, les intérêts communs et la paix de l'« humanité commune » et à garantir non seulement la sécurité américaine, mais aussi la « sécurité commune ». La conception du renouveau du leadership américain est approfondie dans son discours inaugural du 20 janvier 2009 dans lequel il s'emploie à réconcilier les États-Unis avec le reste du monde, tout en insistant de façon significative sur le fait que « le monde a changé et nous devons changer avec lui :

Pour assurer notre défense commune, nous rejetons le faux choix entre notre sécurité et nos idéaux [...]. À tous les hommes et gouvernements qui regardent aujourd'hui, de la plus grande capitale au village le plus petit où mon père est né : sachez que l'Amérique est l'amie de chaque nation et chaque homme, femme et enfant, qui aspire à un avenir de paix et de dignité dans lequel que nous sommes prêts à être le leader une fois de plus (Obama 2009b).

La vision du leadership américain de B. Obama semble s'inspirer de l'idée d'« interdépendance complexe » (Nye 2002, 2011) dans un monde composé non pas de rivaux, mais de « multiples partenaires » (*multi-partner world*). Hillary Clinton déclarait ainsi en 2009 : « Nous allons exercer notre leadership en incitant à une plus grande coopération entre plusieurs acteurs dans l'objectif de réduire la compétition et de passer d'un monde multipolaire à un monde de multiples partenaires » (Clinton 2009a). Le rôle des États-Unis dans ce nouveau « monde post-américain », décrit par F. Zakaria (2008), où la puissance américaine est relativisée par l'affirmation de certains pays émergents, notamment les BRIC, a également changé. Pour citer le président Obama, « Nous devons être leader non pas avec l'esprit d'un hégémon, mais avec l'esprit d'un partenaire » (Obama 2008). Afin de relever les nombreux défis mondiaux, les États-Unis ne

peuvent plus agir comme une superpuissance hégémonique, mais doivent forger une nouvelle stratégie de « leadership pragmatique », comme l'exprime H. Clinton : « L'Amérique ne peut pas résoudre les crises du monde seule et le monde ne peut pas les résoudre sans l'Amérique [...]. Comme le président Obama, je crois que notre politique étrangère doit être basée sur une alliance entre les principes et le pragmatisme et non pas sur une idéologie rigide » (Clinton 2009b).

Le changement politique et la réaffirmation du leadership américain semblent ainsi reposer sur une « stratégie fondée sur la promotion de la démocratie, de la sécurité et de l'égalité des chances pour tous » (Obama 2009a : 169), qui « s'appuiera sur toutes les composantes de la puissance américaine, militaire, diplomatique et économique » (Obama 2009a : 130). C'est notamment l'idée d'élargir la notion de la puissance américaine au-delà de sa dimension militaire qui constitue, selon nous, la deuxième idée de la grande stratégie d'Obama.

Il s'agit, en effet, d'une nouvelle conception de la puissance américaine incarnée par le concept de « *smart power* ». L'annonce officielle de l'adoption de la stratégie de *smart power* est faite le 13 janvier 2009 par la secrétaire d'État Hillary Clinton dans un discours prononcé devant la Commission des Affaires étrangères du Sénat :

Je crois que le leadership des États-Unis a été souhaité et qu'il l'est encore. Mais nous devons avoir recours à ce qui a été appelé *smart power*, l'ensemble des outils à notre disposition : diplomatiques, économiques, militaires, politiques, légaux et culturels – il faut choisir le bon outil, ou la bonne combinaison d'outils, la mieux adaptée à chaque situation. Avec le *smart power*, la diplomatie sera à l'avant-garde de notre politique étrangère (Clinton 2009b).

Les grandes orientations stratégiques de cette réforme sont définies en janvier 2010 dans le premier Rapport quadriennal sur la diplomatie et le développement (*Quadrennial Diplomacy and Development Review, QDDR*) intitulé *Leading through Civilian Power* : « La QDDR [...] définit comment conduire la diplomatie et le développement de façon que les deux se coordonnent, se complètent et se renforcent mutuellement » (Clinton 2010).

Enfin, la troisième idée de la stratégie de « *comprehensive engagement* » d'Obama est l'idée de la « guerre juste ». Elle semble avoir été avancée par Obama avant son élection dans une intervention remarquée qu'il a faite en 2002 alors qu'il était sénateur à propos des guerres en Irak et en Afghanistan. Dans cette intervention, Obama dénonce ouvertement la politique de l'administration Bush en Irak, en s'opposant à ce qu'il appelle les « guerres stupides » : « Je ne suis pas contre toutes les guerres. Mais je suis contre la guerre stupide. Et je suis contre la guerre imprudente » (Obama 2002). Même si le concept de « guerre juste » n'est pas utilisé à proprement parler, l'expression « guerre imprudente » assigne déjà une dimension morale au concept de « guerre ». Selon Henderson, la déclaration la plus explicite faite par Obama à propos de l'utilisation de la force militaire se trouve dans la réponse qu'il a donnée à l'*American Society of International Law* : « Les États-Unis ont aujourd'hui, comme dans le passé, le

droit de décider d'une action unilatérale, y compris d'une utilisation préemptive de la force afin d'éliminer les menaces imminentes pour la sécurité de notre pays [...]. L'utilisation préventive de la force s'avère parfois nécessaire » (Henderson 2010 : 413-414).

Si, dans leur première apparition, les concepts de « guerre juste » et de « force nécessaire » manquent de précision, le discours d'acceptation du prix Nobel de la paix prononcé par le président Obama à Oslo le 10 décembre 2009 nous donne plus d'éléments pour leur compréhension. La « guerre juste » y est définie comme légitime dans trois cas précis : en cas de légitime défense, dans le cas où la force utilisée est proportionnelle à celle de l'adversaire et dans une situation extrême lorsque la guerre est vue comme juste, car destinée à mettre fin à une violence dirigée contre une population civile (Obama 2009c). La conception de la « guerre juste » s'articule, en effet, autour de deux idées principales. La première, selon laquelle « les moyens de la guerre ont un rôle à jouer dans la préservation de la paix » (Obama 2009c), renvoie au concept de la « paix juste » conçue comme une forme de paix morale qui désigne non seulement « la situation d'absence de conflit visible », mais aussi « la situation de respect des droits et de la dignité inhérents à la tradition de chaque peuple » (Obama 2009c). C'est uniquement dans sa forme morale que la paix est considérée comme durable. La deuxième idée renvoie à la notion de *standards*, à savoir les normes internationales, que toutes les nations sont censées respecter quant à l'utilisation de la force militaire. Ces normes relèvent du droit international, et tout particulièrement du droit de « légitime défense » tirant sa légitimité de l'article 51 (chapitre VII) de la Charte de l'ONU. Cependant, cette conception semble dissimuler un paradoxe. D'une part, dans son discours cité ci-dessus, le président affirme la nécessité pour les États-Unis d'adopter une approche multilatérale, car, « dans un monde dans lequel les menaces se multiplient et se diffusent, les missions deviennent plus complexes. L'Amérique ne peut pas agir seule. L'Amérique ne peut pas à elle seule assurer la paix » (Obama 2009c). D'autre part, cette approche multilatérale semble être conditionnée par la priorité des intérêts américains et, dans ce sens, par une idéologie, qui est celle de l'exceptionnalisme américain. À partir du moment où les États-Unis sont perçus à la fois comme une « puissance globale morale » et comme « l'unique superpuissance militaire », il leur appartient, selon cette interprétation, de préserver leur droit d'agir de façon unilatérale en s'appuyant sur la « force nécessaire » pour mener une « guerre juste » qui aboutirait à une « paix juste ». Ne s'agit-il pas à travers ce paradoxe d'une sorte de doctrine, qui serait la doctrine de la « force nécessaire », comme l'appelle Henderson (2010) ?

Il est évident que les trois idées discutées précédemment comme fondements politiques, mais aussi idéologiques, de la grande stratégie de la présidence Obama, sont influencées par la position des internationalistes et tout particulièrement par les conceptions des internationalistes libéraux, notamment celle de J. Ikenberry de l'ordre international libéral et celle de J. Nye sur le *smart power*. Analyser les débats actuels entre universitaires et experts sur la politique étrangère d'Obama nous a ainsi permis de mieux comprendre comment les idées au sein de cette politique s'articulent autour des concepts clés de « grande stratégie » et de « doctrine ».

Enfin, un événement de l'actualité internationale permettrait de voir comment la grande stratégie de « *comprehensive engagement* » d'Obama s'applique concrètement. Il s'agit de l'intervention américaine dans le conflit en Libye en mars 2011 dans le cadre d'une coalition internationale. Les raisons de cette intervention ont été présentées par le président dans un discours prononcé neuf jours après le début de l'opération militaire en Libye. Ce discours paraît tout à fait conforme à la stratégie de sécurité nationale de « *comprehensive engagement* », cette dernière engageant le président à fournir des explications solides lorsqu'il décide d'engager les États-Unis dans une intervention militaire. Tout comme le rapport sur la SSN 2010 le suggère, le président s'oblige à inscrire l'intervention américaine dans un cadre multilatéral et à bien préciser l'objectif de la mission. Ainsi, deux conditions sont évoquées par le président dans son discours comme susceptibles de provoquer une action militaire de la part des États-Unis. La première prévoit qu'en cas de menace pour la sécurité nationale le président se réserve le droit de recourir à la force et d'agir de manière « rapide, décisive et unilatérale », si nécessaire. Nous retrouverons ici la conception de la « force nécessaire » s'articulant autour de l'idée de l'« action unilatérale » et de la « guerre juste ». La deuxième condition, quant à elle, s'appuie plutôt sur une considération morale à partir du moment où le président estime que la sécurité américaine n'est pas directement menacée, mais que « nos intérêts et nos valeurs le sont » (Obama 2011). L'engagement américain en Libye s'inscrit, selon le discours d'Obama, dans le deuxième cas de figure et il est défini comme « humanitaire » (assurer la protection des civils contre les forces armées du colonel Kadhafi sur la base du « droit d'intervention humanitaire⁹ ») et « limité » (car faisant partie d'une coalition internationale sous mandat de l'ONU dans laquelle les États-Unis semblent avoir cédé le leadership à la France et à la Grande-Bretagne avant que l'opération militaire passe sous le commandement de l'OTAN). Cet argument fait apparemment référence à la conception de la « puissance morale » américaine et à la nouvelle vision du leadership américain que l'on voit appliquée dans le cas du conflit en Libye. Il s'agit d'un leadership élargi (*broader leadership*), qui s'inscrit dans une perspective multilatérale selon laquelle les États-Unis vont jouer leur rôle de leader en concertation avec leurs alliés et partenaires : « Le leadership américain ne consiste pas à agir en solitaire et à assumer tout le fardeau. Le vrai leader est celui qui met en place les conditions et les coalitions pour que les autres puissent prendre aussi leurs responsabilités et assumer leur part du fardeau et du coût » (Obama 2011). Le leadership américain se veut donc d'un genre nouveau – d'une part, il s'inscrit dans un cadre multilatéral et multipartenaire, qui permet aux États-Unis de faire face aux défis transnationaux en consultant et en mobilisant la communauté internationale pour une action collective ; d'autre part, il s'agit d'un leadership très pragmatique et « réfléchi » (au sens du « *smart* »), que le président Obama entend appliquer aux crises internationales en cas par cas, y compris de façon unilatérale quand les intérêts vitaux des États-Unis sont menacés.

9. Le « droit d'intervention humanitaire » est basé sur le principe de la « responsabilité de protéger » (*responsibility to protect*) défini dans le rapport de la Commission internationale sur l'intervention et la souveraineté des États (ICISS) en 2001.

Conclusion

Depuis la fin de la guerre froide, les débats sur la politique étrangère américaine dans les milieux politique, universitaire et médiatique, ainsi que dans les cercles d'experts de *think tanks* américains, s'articulent principalement autour de la question de savoir quelle est la nouvelle « grande stratégie » ou « doctrine » qui détermine les intérêts de la puissance américaine et le rôle des États-Unis sur la scène internationale. Sur la base d'une analyse critique des définitions des concepts de « grande stratégie » et de « doctrine », complétée par une analyse de discours de politique étrangère et de sécurité élaborés par l'administration actuelle, nous avons voulu tester deux hypothèses.

La première consistait à dire que les réponses à l'interrogation principale sur l'existence d'une grande stratégie ou d'une doctrine Obama variaient selon l'interprétation que l'on donne de ces deux concepts. Pour les étudier, nous avons identifié trois conceptions principales dans les débats actuels – la conception des hégémonistes, celle des internationalistes et celle des néo-isolationnistes. Nous avons également cherché à lier ces conceptions à deux approches différentes de la « grande stratégie », à savoir l'approche réaliste et l'approche idéaliste. Ainsi, il s'est avéré que les positions dans le débat qui s'inspirent de l'approche réaliste associant la « grande stratégie » à la puissance militaire et à l'élaboration d'un modèle normatif pour affirmer la prédominance des États-Unis dans le monde se montrent très critiques vis-à-vis de la politique étrangère et de sécurité du président Obama. Il s'agit notamment des analyses des hégémonistes et des néo-isolationnistes. Leur analyse étant basée sur une vision quasi impérialiste des États-Unis, vus comme une superpuissance incontestée qui doit agir seule pour imposer la paix au monde, les hégémonistes concluent que le président Obama est un « président sans doctrine » (Hirsh 2011), qui cherche à adapter sa politique étrangère au fil des événements. Ce raisonnement les conduit aussi à considérer que la politique étrangère et de sécurité d'Obama manque de cohérence et représente le contraire même d'une politique « forte », fondée sur une « grande stratégie » et inspirée par une vraie idéologie politique reposant sur l'idée d'un exceptionnalisme américain (Joffe 2011). Notre analyse sur la position des « néo-isolationnistes » a révélé que leur interprétation du concept de « grande stratégie » se rapproche de celle des hégémonistes dans le sens où la « grande stratégie » est également vue comme basée sur la capacité militaire opérationnelle de Washington. Cependant, à la différence des hégémonistes, les néo-isolationnistes considèrent que la puissance militaire ne doit pas favoriser une stratégie interventionniste, car les États-Unis ne peuvent plus se permettre d'avoir une politique étrangère trop coûteuse. En ce qui concerne l'application de la notion de « doctrine » à la politique étrangère américaine, les néo-isolationnistes rejoignent les hégémonistes dans leur vision d'une Amérique prédominante, mais à condition que cette hégémonie ne coûte pas trop cher. En opposition à ces deux conceptions, nous avons identifié celle des internationalistes, ce qui nous a permis d'analyser l'approche idéaliste autour de laquelle le concept de « grande stratégie » s'articule. Nous avons pu ainsi voir que la grande stratégie ne s'apparente pas exclusivement à la puissance militaire, car elle peut en parallèle être

fondée sur d'autres formes de puissance, notamment culturelle et diplomatique. Dans cette perspective, la conception des internationalistes présente l'avantage de ne pas définir la « grande stratégie » comme un modèle normatif, mais plutôt comme un processus évolutif. Ce dernier vise la constitution d'un « ordre international libéral » dans lequel les internationalistes voient les États-Unis comme la première puissance économique et militaire mondiale tout en agissant de concert avec les autres nations. De ce point de vue, la politique étrangère du président Obama a été interprétée comme fondée sur une « grande stratégie » de nature contextuelle (Ikenberry 2007), c'est-à-dire comme une stratégie susceptible d'évoluer en fonction des événements, et basée sur le concept du *smart power* permettant au président de faire usage à la fois de la puissance « forte » et de la puissance « douce ».

En étudiant les conceptions des hégémonistes, des néo-isolationnistes et des internationalistes, nous voulions aussi souligner l'impact de leurs idées sur la formulation de la politique étrangère et de sécurité d'Obama. Cet objectif nous a amenée à préciser notre deuxième hypothèse, qui visait à démontrer l'existence d'une « grande stratégie » à propos de l'administration Obama. Nous avons cherché à la définir sur la base d'une analyse interprétative de documents officiels et d'une analyse de discours du président et de son administration. En adoptant l'approche idéaliste, qui nous a permis d'aborder la « grande stratégie » en tant que processus évolutif qui se déploie en trois étapes (la définition des intérêts fondamentaux américains, l'identification des menaces pesant sur ces intérêts et le choix de moyens pour répondre à ces menaces), nous avons pu constater que l'approche stratégique définie par le président est celle d'un « *comprehensive engagement* » (engagement tous azimuts), basé sur les différentes formes de la puissance exercées dans un cadre multilatéral. Afin de mettre en relief cette stratégie et de montrer qu'elle est cohérente par rapport aux éléments constitutifs d'une « grande stratégie », nous avons mis en avant trois idées fondamentales sur lesquelles celle-ci repose, selon notre interprétation. Il s'agit, en effet, d'une nouvelle vision du leadership américain conçu comme « multipartenaire », d'une nouvelle conception de la puissance américaine correspondant à la conception de *smart power*, celle-ci étant visiblement influencée par les idées des internationalistes, et, enfin, de l'idée de la « guerre juste » reposant sur le concept de la « force nécessaire ». Ainsi définie, la grande stratégie d'Obama de *comprehensive engagement* s'inscrit dans la tradition de l'exceptionnalisme américain, d'autant plus que le président a défini à plusieurs reprises le leadership américain en termes de leadership « exemplaire » et unique dans son genre. Nous avons également démontré que cette nouvelle grande stratégie avait trouvé à s'appliquer concrètement dans le cadre de l'intervention américaine dans le conflit en Libye. Dans la formulation de la stratégie américaine dans cette opération, le président s'est appuyé sur les trois idées constitutives de sa grande stratégie en définissant l'intervention américaine comme « nécessaire », « exemplaire » et basée sur tous les dispositifs de la puissance américaine.

Reste à s'interroger sur l'articulation de la grande stratégie de « *comprehensive engagement* » avec le concept de « doctrine ». Même si le président Obama a exprimé le souhait d'avoir une grande stratégie moins « doctrinaire »

que celle de G. W. Bush, ne risque-t-il pas de retomber dans le soi-disant exceptionnalisme idéologique américain si souvent invoqué par son prédécesseur pour justifier la militarisation de sa politique étrangère ? À la différence de la doctrine Bush fondée sur le « nouvel exceptionnalisme » (Hoffman 2003) destiné à faire des États-Unis « le gendarme du monde », la doctrine Obama ne serait-elle pas basée sur une forme d'« exceptionnalisme pragmatique » (Kempf 2001 : 62) qui semble permettre à Barack Obama d'établir, par le biais d'une « diplomatie intelligente » combinant le *hard power* avec le *soft power*, le consensus avec les autres puissances sur la scène internationale tout en réaffirmant le leadership américain et en réservant aux États-Unis le droit de recourir à la « force nécessaire », y compris de manière unilatérale, pour mener des « guerres justes » ?

Dr. Anna DIMITROVA

Département Droit et économie / Affaires internationales

École supérieure du commerce extérieur (ESCE)

Pôle universitaire Léonard de Vinci, ét. 10, bureau 1052

92916 Paris – La Défense

anna.dimitrova@esce.fr

Bibliographie

- ART Robert, 2003, *A Grand Strategy for America*, New York, Cornell University Press.
- ART Robert, 2009, *America's Grand Strategy and World Politics*, New York, Routledge.
- BANDOW Doug, 1994, « Keeping the Troops and the Money at Home », *Current History*, vol. 93, n° 579, janvier : 8-13.
- BIDDLE Stephen, 2005, *American Grand Strategy after 9/11 : An Assessment*, Strategic Studies Institute, United States Army War College.
- BIDDLE Stephen, Laurie GARRETT, James LINDSAY, Stewart PATRICK, Adam SEGAL, Steven SIMON et Paul STARES, 2010, *Obama's NSS : Promise and Pitfalls*, Expert Roundup, Council on Foreign Relations, 28 mai.
- BUSH George W., 2001, *Address to a Joint Session of Congress and the American People*, 20 septembre, The White House Archives.
- BUSH George W., 2002, *Graduation Speech at West Point*, The White House Archives, 1^{er} juin.
- CLINTON Hillary, 2009a, *Foreign Policy Address at the Council on Foreign Affairs*, Washington, DC, 15 juillet.
- CLINTON Hillary, 2009b, *Confirmation Hearing to the Senate Foreign Relations Committee*, Council on Foreign Relations, 13 janvier.
- CLINTON Hillary, 2010, « Leading through Civilian Power : Redefining American Diplomacy and Development », *Foreign Affairs*, vol. 89, n° 6, novembre-décembre.
- COUTAU-BÉGARIE Hervé, 2011, *Traité de stratégie*, 7^e éd., Paris, Economica.
- DAVID Charles-Philippe, 2005, « Introduction : lectures sur l'hégémonie et l'avenir de la puissance américaine », *Études internationales*, vol. 36, n° 4 : 433-443.
- DE HOOP SCHEFFER Alexandra, 2009a, « Le multilatéralisme américain, entre pragmatisme et réinvention », *Questions internationales*, n° 39, La Documentation française, septembre-octobre.
- DE HOOP SCHEFFER Alexandra, 2009b, « La politique étrangère de l'Administration Obama : la quête d'un nouvel équilibre entre réalisme et internationalisme », *Annuaire français de relations internationales* (AFRI), vol. 10.
- DORRIEN Garry, 2004, *Imperial Designs : Neo-Conservatism and the New Pax Americana*, New York, Routledge.
- DREZNER Daniel (dir.), 2009, *Avoiding Trivia : The Role of Strategic Planning in American Foreign Policy*, Washington, The Brookings Institution.
- DREZNER Daniel, 2011, « Does Obama Have a Grand Strategy ? », *Foreign Affairs*, juillet-août.

- DUECK Colin, 2006, *Reluctant Crusaders : Power, Culture and Change in American Grand Strategy*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- EARLE Edward Mead (dir.), 1943, *Makers of Modern Strategy. Military Thought from Machiavelli to Hitler*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- FEITH Douglas et Seth CROUSEY, 2011, « The Obama Doctrine Defined », *Commentary Magazine*, juillet.
- FLOURNOY Michèle et Shawn BRIMLEY (dir.), 2008, *Finding Our Way : Debating American Grand Strategy*, Center for New American Security.
- FRIEDMAN Thomas, 2008, *Hot, Flat and Crowded : Why We Need a Green Revolution and How It Can Renew America*, New York, NY, Farrar, Straus and Giroux.
- FRIEDMAN Thomas, 2011, « Looking for Luck in Libya », *The New York Times*, 29 mars.
- FUKUYAMA Francis, 1989, « The End of History ? », *The National Interest*.
- GADDIS John Lewis, 2002, « A Grand Strategy of Transformation », *Foreign Policy*, novembre-décembre : 50-57.
- GADDIS John Lewis, 2009, « What is Grand Strategy ? », Communication présentée au colloque *American Grand Strategy after War*, Duke University, 26 février.
- GAGNON Frédéric, 2005, « En conformité avec la Maison-Blanche : le Congrès et la politique de sécurité nationale des États-Unis durant le premier mandat de George W. Bush », *Études internationales*, vol. 36, n° 4 : 501-525.
- GRONDIN David, 2005, « Une lecture critique du discours néoconservateur du nouvel impérialisme : la lutte globale contre le terrorisme comme *Pax Americana* », *Études internationales*, vol. 36, n° 4 : 469-500.
- HAASS Richard, 2008, « The Age of Non-Polarity », *Foreign Affairs*, mai-juin : 44-56.
- HAASS Richard, 2011, « Bringing Our Foreign Policy Home », *The Time Magazine*, 8 août.
- HALLAMS Ellen, 2011, « From Crusader to Exemplar : Bush, Obama and the Reinvigoration of America's Soft Power », *European Journal of American Studies*, n° 1 : 2-20.
- HASSNER Pierre, 2002, « États-Unis : l'empire de la force ou la force de l'empire ? », *Cahiers de Chaillot*, Institut d'études de sécurité, n° 54, septembre.
- HASSNER Pierre et Justin VAÏSSE, 2003, *Washington et le monde : dilemmes d'une superpuissance*, Paris, Autrement.
- HENDERSON Christian, 2010, « The 2010 United States National Security Strategy and the Obama Doctrine of "Necessary Force" », *Journal of Conflict & Security Law*, vol. 15, n° 3 : 403-434.
- HEYWOOD Andrew, 2007, *Politics*, 3^e éd., Londres, Palgrave Macmillan.
- HIRSH Michael, 2011, « Obama : The No-Doctrine President », *The National Journal*, 29 mars.
- HOFFMAN Stanley, 2003, « The High and the Mighty : Bush's National Security Strategy and the New American Hubris », *The American Prospect*, 13 janvier.
- HOLMES Kim R. et James J. CARAFANO, 2010, *Defining the Obama Doctrine, Its Pitfalls, and How to Avoid Them*, The Heritage Foundation, n° 2457, 1^{er} septembre.
- HOLMES Kim, Henry NAU et Helle DALE, 2010, *The Obama Doctrine : Hindering American Foreign Policy*, The Heritage Foundation, n° 1172, 29 novembre.
- HUNTER Robert, 2008, *A New Grand Strategy for the United States*, RAND Corporation, CT-313, 31 juillet.
- IKENBERRY John, 2007, « Grand Strategy as Liberal Order Building », paper prepared for conference on « *After the Bush Doctrine : National Security Strategy for a New Administration* », University of Virginia, 7-8 juin.
- IKENBERRY G. John, 2010, « The Right Grand Strategy », *The American Interest*, janvier-février : 16-18.
- IKENBERRY John et Anne-Marie SLAUGHTER, 2006, *Forging a World of Liberty Under Law. US National Security in the 21st Century. Final Paper of the Princeton Project on National Security*, The Woodrow Wilson School of Public and International Affairs.
- JERVIS Robert, 2003, « Understanding the Bush Doctrine », *Political Science Quarterly*, vol. 118, n° 3 : 365-388.
- JERVIS Robert, 2005, « Why the Bush Doctrine Cannot Be Sustained ? », *Political Science Quarterly*, vol. 120, n° 3 : 351-377.

- JOFFE Josef, 2011, « Ending American Exceptionalism », *The New York Times*, 30 mars.
- KAGAN Robert et William KRISTOL, 1996, « Towards a New-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, juillet-août : 18-32.
- KAGAN Robert, 1998, « The Benevolent Empire », *Foreign Policy*, n° 111, été : 24-35.
- KAGAN Robert, 2009, *The Return of History and the End of Dreams*, 2^e éd., New York, Vintage Books.
- KAGAN Robert, 2010, « Obama's Year One : Contra », *World Affairs Review*, janvier-février.
- KEMPF Jean, 2001, « De l'Amérique comme volonté à l'Amérique comme réalité. L'exceptionnalisme pragmatique de "l'école du consensus" », *Revue française d'études américaines*, n° 87 : 61-71.
- KEOHANE Robert et Joseph NYE, 1997, *Power and Interdependence. World Politics in Transition*, Boston, Little Brown and Company.
- KRAUTHAMMER Charles, 1991, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1 : 23-33.
- KRAUTHAMMER Charles, 2002, « The Unipolar Moment Revisited », *The National Interest*, n° 70 : 5-17.
- KRAUTHAMMER Charles, 2011, « The Obama Doctrine : Leading from Behind », *The Washington Post*, 29 avril.
- KREPS Sarah, 2009, « American Grand Strategy after Iraq », *Orbis*, vol. 53, n° 4 : 629-645.
- LAIDI Zaki, 2010, *Le monde selon Obama*, Paris, Stock.
- LAYNE Christopher, 1998, « Rethinking American Grand Strategy : Hegemony or Balance of Power in the Twenty-First Century ? », *World Policy Journal*, vol. 15, n° 2 : 8-28.
- LAYNE Christopher, 2006, « The Unipolar Illusion Revisited », *International Security*, vol. 31, n° 2 : 7-41.
- LIDDELL HART Basil, 2007, *Stratégie*, Paris, Perrin.
- LINDSAY James, 2011, « George W. Bush, Barack Obama and the Future of US Global Leadership », *International Affairs*, vol. 87, n° 4, juillet : 765-779.
- LUTTWAK Edward, 2002, *Le Grand Livre de la stratégie, de la paix et de la guerre*, Paris, Odile Jacob.
- MANN Michael, 2005, « Impérialisme américain : des réalités passées aux prétextes présents », *Études internationales*, vol. 36, n° 4 : 445-467.
- MAYNES Charles William, 2001, « Contending Schools », *The National Interest*, n° 63 : 49-58.
- MCDUGALL Walter, 1997, *Promised Land, Crusader State. The American Encounter with the World since 1776*, Boston, Houghton Mifflin.
- MEAD Walter Russel, 2001, *Special Providence. American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York, Alfred Knopf.
- MEARSHEIMER John, 2010, « Imperial by Design », *The National Interest*, 16 décembre.
- MILLER Benjamin, 2010, « Explaining Changes in US Grand Strategy : 9/11, the Rise of Offensive Liberalism, and the War in Iraq », *Security Studies*, vol. 19, n° 1 : 26-65.
- MONTEN Jonathan, 2005, « The Roots of the Bush Doctrine : Power, Nationalism, and Democracy Promotion in U.S. Strategy », *International Security*, vol. 29, n° 4 : 112-156.
- National Security Strategy of Engagement and Enlargement*, 1996, The White House.
- National Security Strategy*, 2002, The White House.
- National Security Strategy*, 2010, The White House.
- NOSSSEL Suzanne, 2004, « Smart Power », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 2, mars-avril : 131-142.
- NPR (National Public Radio), 2007, Democratic Candidates' Debate (transcription), *The New York Times*, 4 décembre.
- NYE Joseph S. Jr. et Richard L. ARMITAGE, 2007, *A Smarter, More Secure America*, CSIS Commission on Smart Power.
- NYE Joseph S. Jr., 2002, *The Paradox of American Power. Why the World's Only Superpower Can't Go It Alone*, New York, Oxford University Press.
- NYE Joseph S. Jr., 2004, *Soft Power. The Means to Succeed in World Politics*, New York, Public Affairs.
- NYE Joseph S. Jr., 2009, « Get Smart. Combining Hard and Soft Power », *Foreign Affairs*, juillet-août.
- NYE Joseph S. Jr., 2011, *The Future of Power*, New York, Public Affairs.

- OBAMA Barack, 2002, *Speech against Going to War with Iraq*, Chicago, Federal Plaza, 2 octobre.
- OBAMA Barack, 2007a, « Renewing American Leadership », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 4, juillet-août : 2-16.
- OBAMA Barack, 2007b, *Speech at Woodrow Wilson Center*, Washington, DC, Council on Foreign Relations, 1^{er} août.
- OBAMA Barack, 2008, *Strengthening Our Common Security by Investing in Our Common Humanity*, BarackObama.com.
- OBAMA Barack, 2009a, *Le Changement. Nous pouvons y croire*, Paris, Odile Jacob.
- OBAMA Barack, 2009b, *President Barack Obama's Inaugural Address*, The White House, 20 janvier.
- OBAMA Barack, 2009c, *Remarks by the President at the Acceptance of the Nobel Peace Prize*, Oslo, 10 décembre.
- OBAMA Barack, 2011, *Remarks by the President in Address to the Nation on Libya*, The White House, 28 mars.
- OWENS Mackubin T., 2009, « The Bush Doctrine : The Foreign Policy of Republican Empire », *Orbis*, vol. 53, n° 1 : 23-40.
- POSEN Barry, 2007, « Stability and Change in US Grand Strategy », *Orbis*, vol. 51, n° 4 : 561-567.
- POSEN Barry et Andrew ROSS, 1996-1997, « Competing Visions for U.S. Grand Strategy », *International Security*, vol. 21, n° 3 : 5-53.
- Quadrennial Defense Review Report*, 2010, US Department of Defense.
- SCHLESINGER Arthur, 1999, *The Cycles of American History*, New York, First Mariner Books.
- SKIDMORE David, 2012, « The Obama Presidency and US Foreign Policy : Where's the Multilateralism ? », *International Studies Perspectives*, vol. 13 : 43-64.
- STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, 2008, « Les États-Unis et le nouvel ordre mondial émergent », *Les Cahiers du RMES*, vol. V, n° 1 : 77-129.
- VÉDRINE Hubert, 2003, *Face à l'hyper-puissance*, Paris, Fayard.
- ZAKARIA Fareed, 2008, *The Post-American World*, New York, W.W. Norton & Company.